DOCUMENT RESUME

ED 197 620 FL 012 104

AUTHOR Heffernan, Peter J.
TITLE "French Immersion" au Canada: Programme alternatif pour des contextes varies (French Immersion in Canada: An Alternative Program for Various Contexts).
INSTITUTION Center for Research on International Language Problems, Seattle, Wash.
PUB DATE 80
NOTE 10p.
AVAILABLE FROM Copyright Clearance Center, Inc., 21 Congress Street, Salem, MA 01970 ($.90)
LANGUAGE French
JOURNAL CIT Language Problems and Language Planning; v4 n2 p122-30 Sum 1980

EDRS PRICE MF01 Plus Postage. PC Not Available from EDRS.
DESCRIPTORS *Bilingualism; Cultural Background; Economically Disadvantaged; Elementary Education; *French; *Immersion Programs; *Language Maintenance; Minority Groups; Second Language Learning
IDENTIFIERS Canada

ABSTRACT

French immersion, a relatively new concept in second language teaching in the sixties, is well known in Canada today. Generally developed for Anglophones wanting to become bilingual, the program has tended to serve the needs of the English-speaking middle class. The question then is posed as to what must be done in order to offer the same kind of program to children who are relatively deprived culturally or economically. One must be in a milieu where there are language minority groups who would benefit by such a program. Newfoundland is an example of such a milieu; until comparatively recently a small part of it was called the "French Coast." An immersion program was created there in 1975 to respond to the needs of local Francophones who wished to preserve their language and culture. However the majority of students enrolled in the program speak English as their first language. Generally, economic status of their families is not high. The program is constantly being evaluated and it is notable that there is appreciation of the value of bilingualism and biculturalism. It is hoped also that this kind of program can help the French-speaking minority children, especially those who are already assimilated or who are being assimilated to English, to safeguard their language and culture. (Author/AMH)

****
* Reproductions supplied by EDRS are the best that can be made *
* from the original document. *
****

Center for Research on International Language Problems

ED197620

"French Immersion" au Canada: Programme alternatif pour des contextes varies

par Peter J. Heffernan
Port au Port Roman Catholic School Board
Stephenville, Terre-Neuve

3120

French immersion, a relatively new concept in second-language teaching in the sixties, is well known in Canada today. Generally developed for Anglophones wanting to become bilingual, the program has tended to serve most the needs of the English-speaking middle class. The author of this article suggests that this kind of program can perhaps also help French-speaking minority children (and others in similar contexts elsewhere in the world), especially those who are already assimilated or being assimilated to English, to safeguard their language and culture.

Le Canada est un pays énorme. Comme tous les grands pays du monde, il doit aussi faire face à ses problèmes et profiter des avantages que lui apporte sa diversité linguistique et culturelle. A cette fin, on y importe tant bien que mal des politiques fédérales de bilinguisme et de multiculturalisme.

L'éducation relève cependant d'une compétence exclusivement provinciale au Canada. La façon dont on se sert de ces politiques fédérales dans le contexte de l'éducation varie beaucoup d'une province à une autre. Chose certaine cependant, tout le monde au Canada reconnaît bien depuis la Révolution Tranquille des années 1960 et l'adoption quasiment unanime au niveau fédéral de La Loi sur les Langues Officielles de 1969 l'existence et l'acceptabilité sur le plan officiel des deux langues du pays: l'anglais et le français. Comment traduit-on cependant cette reconnaissance en politiques et pratiques éducatives aux niveaux provinciaux?

Evidemment, les langues autres que la langue maternelle les plus étudieés dans les écoles canadiennes sont l'anglais et le français. On peut constater aussi que la sensibilité des éducateurs canadiens est actuellement développée à un tel point qu'on ne parle plus ni d'anglais ni de français comme des langues étrangères. L'étude de ces deux langues constitue pour les Canadiens l'étude de ce qu'on convient d'appeler une langue seconde. Les gouvernements fédéral et

Language Problems and Language Planning, Vol. 4, No. 2, Summer 1980
© 1980 by the University of Texas Press 0165-2672/80/020122-9$00.90

FL 012104

2

U S DEPARTMENT OF HEALTH, EDUCATION & WELFARE
NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL NATIONAL INSTITUTE OF EDUCATION POSITION OR POLICY

"PERMISSION TO REPRODUCE THIS MATERIAL IN MICROFICHE ONLY HAS BEEN GRANTED BY

John H. Kyle
Director, U. of Texas Press

TO THE EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC) AND USERS OF THE ERIC SYSTEM."

provinciaux dépensent depuis plus d'une décennie des millions de dollars pour le développement, l'implantation et l'évaluation de nouveaux programmes en vue de promouvoir le bilinguisme, la communication et la compréhension des deux cultures fondatrices du pays. On peut se demander ce qui résulte de toutes ces activités.

Le type de programme bilingue et biculturel dont on parle le plus et qui est très répandu dans le pays est le programme d'immersion en français. En effet, ce programme alternatif pour l'éducation bilingue et biculturelle des enfants est implanté actuellement dans des centaines d'écoles "a mari usque ad mare."

Au début, ce type de programme se donnait comme tâche principale la francisation ou la bilinguisation dans le contexte scolaire des anglophones des milieux relativement non pas défavorisés. En effet, la grande majorité des programmes d'immersion sont établis là où les régions et les familles sont plus ou moins bien nanties. Bien qu'on ne se donne pas comme but d'enrichir encore plus les favorisés, on se trouve accusé peu à peu d'élitisme subtil. Que faire donc pour offrir un programme alternatif du même genre pour répondre aux besoins des gens relativement défavorisés des points de vue socio-culturel et socio-économique?

D'abord, il faut qu'on se trouve dans un milieu scolaire où il se trouve des gens intéressés par un tel programme et qui ne sont probablement pas des représentants de la classe moyenne majoritaire du pays. Dans le contexte nord-américain, il est probable que de telles personnes se trouvent dans des milieux où il y a des concentrations de population francophone minoritaire (en Louisiane et en Nouvelle-Angleterre, par exemple, aux Etats-Unis, et partout au pays de Maillardville, en Colombie-Britannique, jusqu'à la péninsule de Port-au-Port à Terre-Neuve, par exemple, au Canada.)[1]

Etant donné les problèmes auxquels doivent faire face les minorités francophones en Amérique du Nord (sauf au Québec) pour sauvegarder leur langue et leur culture et compte tenu du taux d'assimilation de plus en plus grand (si l'on peut croire que les politiques actuelles ont une quelconque efficacité), il semble aller de soi que l'idée de base du programme d'immersion en français à l'école devrait pouvoir s'adapter également aux besoins spécifiques de ces gens.

Au Canada, l'exemple de Terre-Neuve est peut-être le meilleur pour faire l'étude d'un cas spécifique. C'est la province canadienne qui se trouve à l'extrémité est du continent nord-américain (il y a une heure et demie de différence entre l'heure de New York et de Toronto et celle de Terre-Neuve). Bien que l'heure soit en avance d'une heure et demie, on se trouve bien loin des grands centres urbains du con-

tinent, et on n'est presque jamais à l'avant-garde des derniers mouvements sociaux, culturels et politiques des autres parties du continent. L'isolement protège cette province et contribue à lui donner en même temps son caractère exceptionnel.

Terre-Neuve, mélange surtout de races anglo-saxonne et gaélique, est la plus ancienne des colonies britanniques et la plus jeune des provinces canadiennes. A un moment donné, Terre-Neuve est dominion britannique indépendant sur un pied d'égalité avec le Canada et les autres dominions britanniques. Quand elle se rattache au Canada comme province canadienne en 1949, elle a déjà une très longue histoire différente à plusieurs points de vue de celle des autres provinces canadiennes. C'est aussi la province la moins multi-ethnique et la plus uniformément britannique de tout le Canada.

Cependant, même à Terre-Neuve on entend parler la langue de Molière dans quelques parties de l'île et du Labrador. Cap Saint-Georges, par exemple, est un petit village de pêche au bout de la péninsule de Port-au-Port. Il se trouve donc à l'extrémité ouest de la province à quelque 900 kilomètres de Saint-Jean, la capitale provinciale (qui se trouve à l'extrémité est de la province et du continent). Il y a seulement quelques années, les gens de la capitale provinciale et d'autres endroits de Terre-Neuve ne savaient même pas que des francophones vivent (ou survivent) sur la Côte-Ouest de Terre-Neuve. Une étudiante en éducation à l'Université Memorial de Terre-Neuve a rédigé récemment un mémoire dans lequel elle exprime bien ce qu'est Cap Saint-Georges. Le mémoire s'intitule "Au bout du monde."[2] D'ailleurs, il n'y a rien d'insultant dans ce titre; les gens de Cap Saint-Georges eux-mêmes appelent leur parc local "Land's End."

Jusqu'en 1904, toute la Côte-Ouest de Terre-Neuve était de jure et de facto côte française. D'après des traités entérinés en 1713 et en 1783, l'Angleterre avait cédé aux Français des droits de pêche. Bien qu'on n'ait pas eu le droit de s'y installer, plusieurs personnes sont restées à Terre-Neuve. Des Acadiens du Cap-Breton et des Iles de la Madeleine sont venus plus tard se joindre aux premiers habitants francophones de la Côte-Ouest de Terre-Neuve. On parle même de nos jours de cette partie de la province comme étant la "French Coast."

L'isolement a longtemps protégé la langue des premiers habitants. Les bouleversements du vingtième siècle ont cependant transformé d'une façon radicale le caractère original de la région. Depuis deux générations, on voit que l'assimilation menace même l'existence du français à Terre-Neuve. D'ailleurs, on n'a qu'à jeter un coup d'oeil sur les documents *Les Héritiers de Lord Durham*, *Deux poids: Deux*

mesures et *Pour ne plus être san pays* de la Fédération des Francophones Hors Québec (FFHQ)[3] pour constater que ce même phénomène se répète (peut-être à de moindres degrés) un peu partout au Canada où il se trouve des minorités francophones.

Peu après l'entérinement au niveau fédéral de la Loi sur les Langues Officielles, la première association francophone de Terre-Neuve et du Labrador est fondée en 1971 à Cap Saint-Georges; elle s'appelle "Les Terre-Neuviens Français." Bien que ce groupe ne partage pas nécessairement toutes les mêmes aspirations que tous leurs confrères des autres provinces canadiennes et même du Labrador, il a suffisamment de choses en commun avec eux pour faire partie aussi de la Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador et de la Fédération des Francophones Hors Québec. Pour comprendre les difficultés qui peuvent résulter d'une alliance entre groupes dont les antécédents et les besoins ne sont pas identiques, Eric Waddell, sociologue de l'Université McGill de Montréal, en fait un rapport assez significatif en 1975, *The Francophones of Newfoundland and Labrador: A Study of the Activities of Three Regional Associations and a Provincial Federation and of the Socio-cultural Needs of the Francophone Population at Large*.

Evidemment, l'idéal pour les francophones de partout en Amérique du Nord serait ce qu'on ne peut plus avoir: le temps passé où le français était majoritaire et ne partageait que très peu son influence linguistique et culturelle avec d'autres langues et cultures. En fait, dans certaines parties du Canada (comme en Acadie, par exemple), ce rêve peut possiblement se réaliser. Pour d'autres, on doit cependant se rendre compte que les problèmes auxquels on doit faire face sont complexes et surtout que les solutions aux problèmes complexes ne sont pas faciles, mais toujours aussi complexes que les problèmes en cause. On doit donc regarder la réalité bien en face.

On part du principe que la diversité linguistique et culturelle est un bien et une richesse en soi et qu'on devrait donc faire tout son possible pour répondre aux besoins de ceux (surtout les minoritaires) qui réclament légitimement la protection et l'épanouissement de leur langue et de leur culture particulières.

A Cap Saint-Georges, Terre-Neuve, on aboutit en 1975, après plusieurs années d'efforts pour obtenir un programme français à l'école, à l'établissement d'un programme d'immersion précoce en français. Les élèves qui sont admis à suivre le programme viennent de familles francophones, bilingues, francophones assimilées et anglophones.

Le programme a été créé au début pour répondre surtout aux

besoins des francophones locaux qui voulaient sauvegarder leur langue et leur patrimoine culture. La minorité française d'ici est cependant si minoritaire qu'elle ne constitue pas une majorité des habitants même dans une communauté comme Cap Saint-Georges (qui est probablement considéré comme le village terre-neuvien où le français est le plus vivant). En effet, moins d'un pourcent de la population totale est francophone. On se trouvait donc dans l'obligation de rechercher des "alliés" anglophones pour avoir suffisamment d'élèves pour que le programme soit créé. Tous ceux qui veulent que leurs enfants aient un tel programme d'instruction à l'école en ont l'option. Il se trouve, comme on s'y attendrait, que bon nombre des enfants qui s'inscrivent dans le programme d'immersion en français viennent des familles où l'on entend parler français. Il est juste de dire cependant que la plupart des élèves sont de langue maternelle anglaise bien que de descendance française.

On trouve donc dans le programme d'immersion à Cap Saint-Georges quelque chose de bien particulier à plusieurs points de vue. Essayons de voir plus clairement comment il se différencie des autres programmes d'immersion au Canada.

La plupart des programmes d'immersion au Canada

1. établis surtout dans des centres urbains (Ottawa, Montréal, Vancouver);
2. la condition socio-économique des parents des participants est généralement relativement élevée;
3. établis surtout pour des anglophones qui ont envie de se rendre bilingues;
4. groupes homogènes où l'on a des anglophones qui apprennent le français.

Le programme d'immersion à Cap Saint-Georges

1. établi dans une localité rurale (Cap Saint-Georges);
2. la condition socio-économique des parents des participants n'est généralement pas très élevée;
3. établi surtout pour aider les francophones (assimilés) à garder la langue de leurs parents et de leurs aïeux;
4. groupes hétérogènes où l'on a des anglophones qui apprennent le français, des francophones assimilés qui ne parlent couramment que l'anglais et qui apprennent donc le français, et des franco-

phones bilingues qui se font instruire en français pour pouvoir garder leur langue.

Quels sont les problèmes spéciaux qui se présentent dans une telle situation?

Il est nécessaire de dire que la recherche et le développement doivent travailler de très près dans une telle situation et qu'on ne peut pas se fier trop facilement aux déclarations et aux résultats des recherches qu'on lit et qui correspondent à des situations complètement différentes. L'évaluation de ce programme et dans ce programme est donc quelque chose de permanent. De plus, dans le développement et dans l'élaboration du programme, on doit toujours se souvenir des antécédents variables pris en compte par ce programme et de la complexité des besoins des participants. Le fait d'une politique d'entrée dans le programme non élitiste vient présenter encore d'autres problèmes (bien que la raison d'être d'une telle politique relève d'un effort louable pour offrir à tout le monde les mêmes possibilités d'éducation). Comme on s'y attendrait (peut-être malheureusement), les enfants dont les antécédents sont socio-économiquement pauvres ont souvent tendance à avoir une base linguistique relativement faible quand ils arrivent à l'école. Les instituteurs et les personnes responsables du programme de ces enfants doivent continuellement se rappeler qu'ils doivent adopter des programmes et enseigner de façon à répondre aux besoins spécifiques des enfants particuliers et à les modifier en fonction de leurs déficiences antérieures. A présent, on opte surtout pour l'approche langue-expérience.

Quels sont les résultats de ce programme jusqu'à maintenant?

Les enfants parlent bien le français et dans les classes et dans les couloirs bien que la langue sur le terrain des jeux soit surtout l'anglais (comme dans d'autres parties du pays où l'on a des écoles bilingues). Les familles francophones (et assimilées) et les familles anglophones qui ont des enfants qui participent au programme sont généralement fières de ce qu'elles perçoivent maintenant comme étant un atout: le bilinguisme et le biculturalisme. Parmi les détracteurs, on trouve et des anglophones et des francophones (et francophones assimilés) qui pensent que c'est trop dépenser en temps et en ressources pour si peu (l'idée du bilinguisme et du biculturalisme dans un programme alternatif à l'école). La complexité théorique s'étend surtout dans la pratique!

Il est important de noter que cette partie de Terre-Neuve n'a jamais eu ni d'école française ni d'école bilingue. Pour cette raison, partant du principe énoncé antérieurement que la diversité linguis-

tique et culturelle est un bien et une richesse en soi et dépendant par conséquent du leadership du territoire scolaire en cause, on espère beaucoup ici que le français en voie de disparition se verra renouvelé en quelque sorte par l'introduction d'un tel programme d'immersion. Si l'on ne peut pas parler tout à fait d'effort collectif de renaissance de la langue française de la part des quelques 1,200 francophones de la région, on peut au moins parler de l'esprit de coopération manifesté par les gens de la région et qui se traduit par leur reconnaissance, en théorie et en pratique, de l'importance du bilinguisme et du biculturalisme dans le monde et dans notre région.

Certaines parties du Canada où il se trouve des communautés francophones parlent de la jeune génération actuelle comme leur dernière jeunesse francophone. On entend souvent dire que "c'est le temps ou jamais." D'autres parlent de la nécessité de rattrapage pour que les francophones du pays puissent vivre sur un pied d'égalité (linguistique) avec les anglophones d'un océan à l'autre.

A Terre-Neuve, on se demande si les générations plus agées n'y sont pas les dernières générations francophones et s'il n'est pas déjà trop tard pour faire des efforts pour sauvegarder la langue et la culture françaises. On devrait peut-être regarder des programmes d'immersion comme étant plutôt des programmes d'enrichissement. En effet, il est difficile de trancher définitivement. On ne désespère pas, mais on se pose des questions.

Evidemment, il est bon qu'on ait créé un programme d'immersion en français à Cap Saint-Georges. Il va sans dire qu'il est bon que certains élèves aient ainsi la possibilité de faire des études à la fin desquelles ils seront bilingues. Il est bon aussi que certains petits francophones gardent ainsi leur langue.

Va-t-on cependant réaliser ainsi une vraie renaissance du français à Terre-Neuve? N'est-il pas vrai aussi qu'on introduit l'anglais dans un tel programme de telle sorte qu'à la fin de la sixième année l'élève fasse la moitié de son programme en anglais et la moitié en français? D'ailleurs, est-ce que tout le monde accepte le principe que la diversité linguistique et culturelle est un bien en soi? Et même si l'on l'acceptait, les statistiques ne montrent-elles pas que les écoles bilingues, mixtes ou désignées où les deux langues se côtoient constituent un indéniable outil d'assimilation pour les minoritaires?

Que faire? On peut dire au moins qu'on a commencé par un commencement. Là où il n'y avait ni école française ni école bilingue, on a créé un programme d'instruction où les enfants peuvent au moins bien connaître et l'anglais et le français. Pour les francophones assimilés qui forment la majorité des élèves dans le programme d'immersion

à Cap Saint-Georges, c'est une méthode pour se refranciser. On croit bien que ce qui est vrai ici pourrait possiblement s'appliquer aussi comme solution scolaire dans d'autres situations semblables. Le fait que les jeunes recommencent à parler français est un bon début et un signe d'espoir. D'ailleurs, si jamais les francophones décident localement que les classes d'immersion sont une étape et non une fin, il sera temps de leur offrir autre chose. En même temps, en ce qui concerne les nombres de francophones nécessaires pour la création de classes françaises (et d'écoles françaises), la majorité anglophone devrait faire preuve de discrimination positive à l'égard du français minoritaire, et la minorité francophone de réalisme positif dans ses demandes de compréhension et d'action de la part de la majorité anglophone. Sinon, la majorité anglophone ne fera rien d'autre que rendre moins pénible et peut-être un peu plus lente l'assimilation de la minorité française à l'anglais, et la minorité française risque de pousser trop loin trop vite et de susciter donc un contre-courant négatif de la part non pas seulement des anglophones hostiles mais aussi des anglophones sympathiques à leurs besoins réels.

En effet, la bonne volonté quoique tardive à se manifester (pour remplacer l'indifférence antérieure) se manifeste bien maintenant dans le contexte dont on parle ici. Et si on réussit pour les francophones et pour les anglophones le bilinguisme et le biculturalisme fonctionnels, on aura prouvé encore une fois que l'attitude et la motivation positives peuvent changer le monde.

Port au Port Roman Catholic School Board
Stephenville, Newfoundland, Canada A2N 3B4

RESUMO

La "subakviga" lingvoinstruado en Kanado: elektebla programo por diversaj kuntekstoj

Programo de "subakvigo" de lernantoj de dua lingvo, t.e., plentempa, rapida, aktiva spertado de la lernataj lingvo kaj kulturo, estis sufiĉe nova konceptooen la lingvolernado ankoraŭ dum la sesdekaj jaroj. Sed ĝi estas jam bone konata en la nuntempa Kanado. Ĉi estis ĉefe kreita por la anglalingvanoj, kiuj volas iĝi dulingvaj per lernado de la franca, la alia oficiala nacia lingvo. La programo ĉefe servis al la bezonoj de la anglalingva meza klaso. La aŭtoro de la jena artikolo sugestas, ke tiuspeca programo eble ankaŭ povas helpi franclingvajn minoritatajn infanojn (kaj eble aliajn, en similaj kuntekstoj aliloke tra la mondo), aparte tiujn, kiuj jam estis asim.'itaj, aŭ estas asimilataj, al la angla. Per la "subakviga lernado" ili eble povos reteni sian lingvon kaj sian kulturon.

NOTES

1. Pour de plus amples renseignements en ce qui concerne la distribution des francophones canadiens hors Québec, référer à la publication récente de la Fédération des Francophones Hors Québec (FFHQ) *Les Héritiers de Lord Durham* (1976). Dans la même étude on voit aussi que les niveaux de salaire des francophones hors Québec sont généralement inférieurs à la moyenne.
2. *"Au bout du monde"* (1978), travail de maîtrise (non publié) préparé par Karen Beehan, étudiante à l'Université Memorial de Terre-Neuve (Memorial University of Newfoundland).
3. Pour obtenir plus de renseignements sur les publications de la Fédération des Francophones Hors Québec, on est prié de s'adresser à cette organisation à l'adresse 1401–rue Nicholas, Ottawa, Ontario, Canada.

BIBLIOGRAPHIE RECOMMANDEE

1. Fédération des Francophones Hors Québec. *Les Héritiers de Lord Durham* (2 volumes). Ottawa: Fédération des Francophones Hors Québec, 1976.
2. Gillin, Robert, et al. *Report of the Ministerial Committee on the Teaching of French*. Toronto: Ministry of Education, 1974.
3. Heffernan, Peter. "French Immersion: Méthode possible pour la refrancisation de francophones assimilés?" *Canadian Modern Language Review/La Revue canadienne des langues vivantes*, 36. 1 (Octobre 1979): 24–26.
4. Waddell, Eric. *The Francophones of Newfoundland and Labrador: A Study of the Activities of Three Regional Associations and a Provincial Federation and of the Socio-cultural Needs of the Francophone Population at Large* Montreal: McGill University; Department of Geography, 1975.